

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle -CS 71354
68070 MULHOUSE Cedex 1

MULHOUSE, le 12/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/11/2023

Contexte et constats

Publié sur 

MICHEL

BP 60046
68260 Kingersheim

Références : 0006700352_2023_10_20_Michel_Wittenheim_VIPPC
Code AIOT : 0006700352

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2023 dans la carrière MICHEL implantée au Lieu-dit TELEGRAPH 68270 Wittenheim. L'inspection a été annoncée le 20/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MICHEL
- Lieu-dit TELEGRAPH 68270 Wittenheim
- Code AIOT : 0006700352
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MICHEL SAS exploite à WITTENHEIM une carrière de type alluvionnaire. L'exploitation du site se fait en eau, elle est autorisée pour une durée de 30 ans par arrêté préfectoral d'autorisation du 27 novembre 2008.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Plan d'exploitation
- Phasage d'exploitation / garanties financières
- Méthode d'extraction
- Dispositions de remise en état de la carrière
- Mares en faveur des batraciens
- Suivi écologique
- Ouvrage de séparation des plans d'eau

- Zones dangereuses

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Phasage d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 27/11/2008, article 1.3.1	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
3	Méthode d'extraction	Arrêté Préfectoral du 02/03/2021, article 15	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
4	Remise en état	Arrêté Préfectoral du	Mise en demeure, respect de	4 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	de la carrière	27/11/2008, article 1-7-6-1 modifié	prescription	
5	Mares en faveur des batraciens	Arrêté Préfectoral du 27/11/2008, article 1-11-1 modifié	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
6	Suivi écologique	Arrêté Préfectoral du 27/11/2008, article 1-11-1 modifié	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
7	Ouvrage de séparation	Arrêté Préfectoral du 27/11/2008, article 4-3-6-2 modifié	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
8	Zone dangereuse	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

La fiche de constats suivante ne fait pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 27/11/2008, article 8.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a révélé des non-conformités concernant :

- Les mares en faveur des batraciens,
- Le suivi écologique,
- La gestion de l'ouvrage de séparation des deux plans d'eau,
- L'accès à une zone dangereuse.

D'autres non-conformités ont été relevées qui devront faire l'objet d'un dossier de porter à connaissance afin d'être corrigés :

- Le phasage et les garanties financières,
- La méthode d'extraction,
- La remise en état de la carrière.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2008, article 8.6.2
Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : Le plan est mis à jour suivant les éléments visés à l'article 8.6.1, au moins une fois par an par une Personne ou un organisme compétent, à l'exception des courbes bathymétriques, qui sont mises à jour au moins tous les deux ans.
Constats : Le jour de l'inspection, un plan d'exploitation ainsi que des relevés bathymétriques ont été présentés en format papier par l'exploitant. Le plan datait du 17 août 2023 et avait été relevé par un géomètre. Il a été constaté que le plan ne faisait pas apparaître les aménagements écologiques, ni les zones remises en état (cf. article 8.6.1). Cependant, par mail du 30 novembre 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection un plan mis à jour en date du 22 novembre 2023 (Topographie, bathymétrie et niveau de nappe) par le géomètre.

Ce plan faisait apparaître les aménagements écologiques ainsi que les zones remises en état.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Phasage d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2008, article 1.3.1

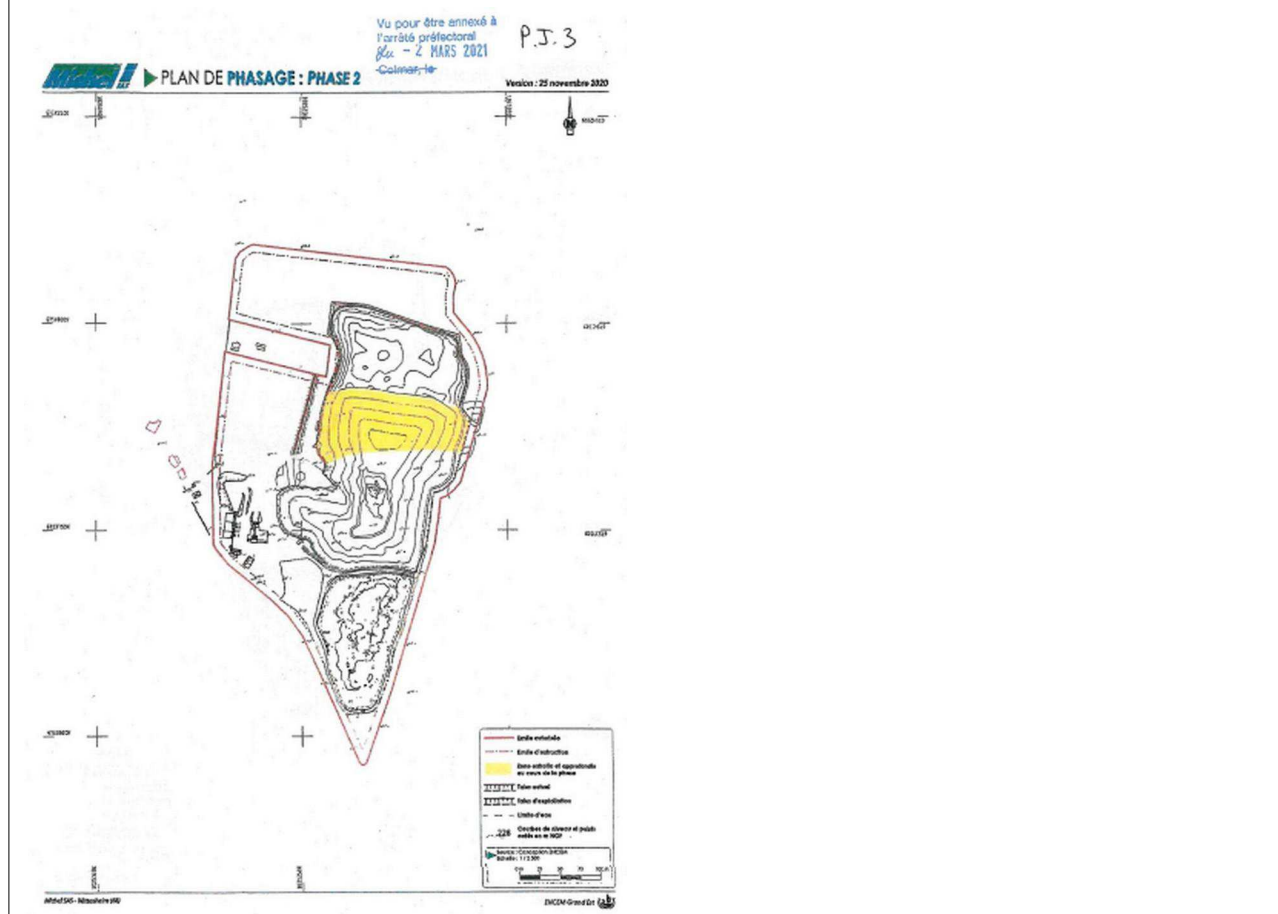
Thème(s) : Situation administrative, Phasage

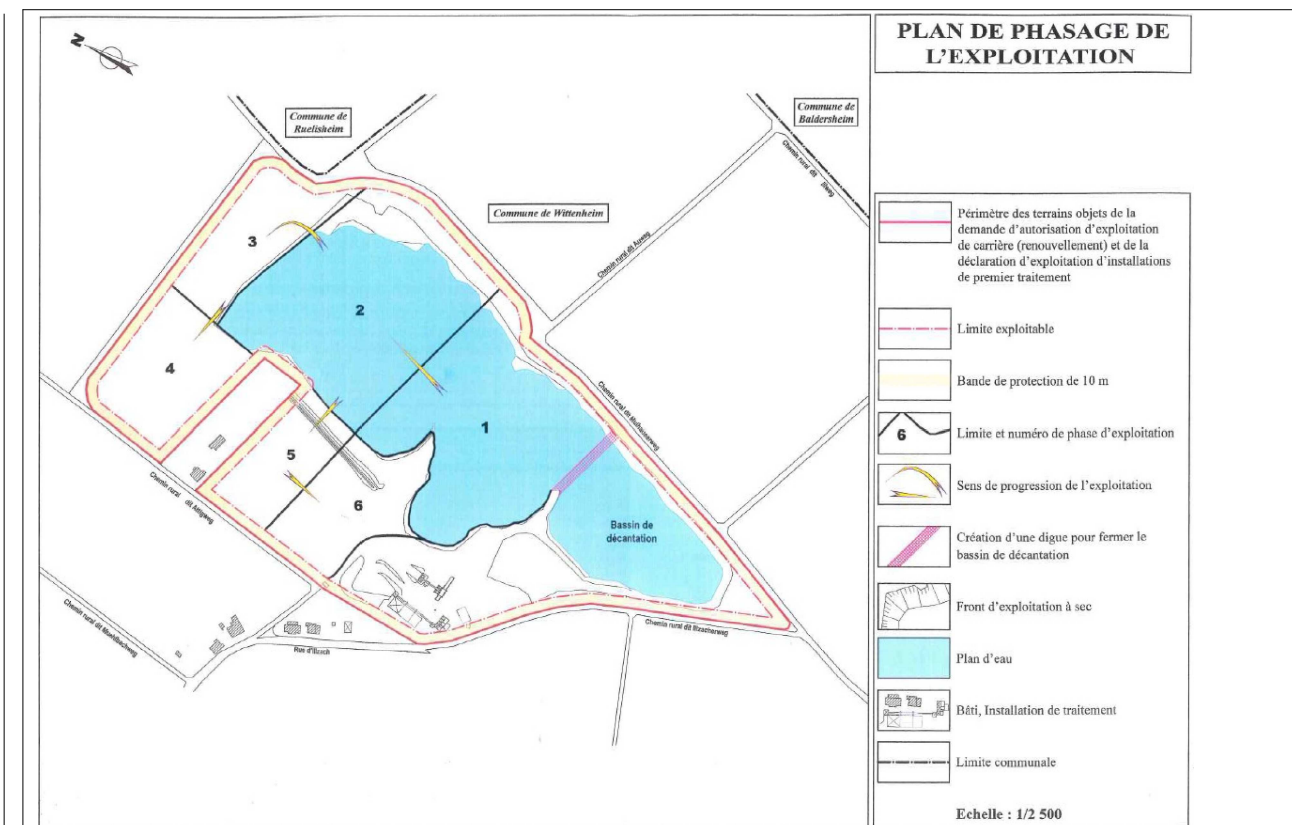
Prescription contrôlée :

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et réglementations autres en vigueur.

Annexe à l'arrêté préfectoral du 02/03/2021, prévision d'avancement de l'extraction pour la période du 27 novembre 2023 au 27 novembre 2028.

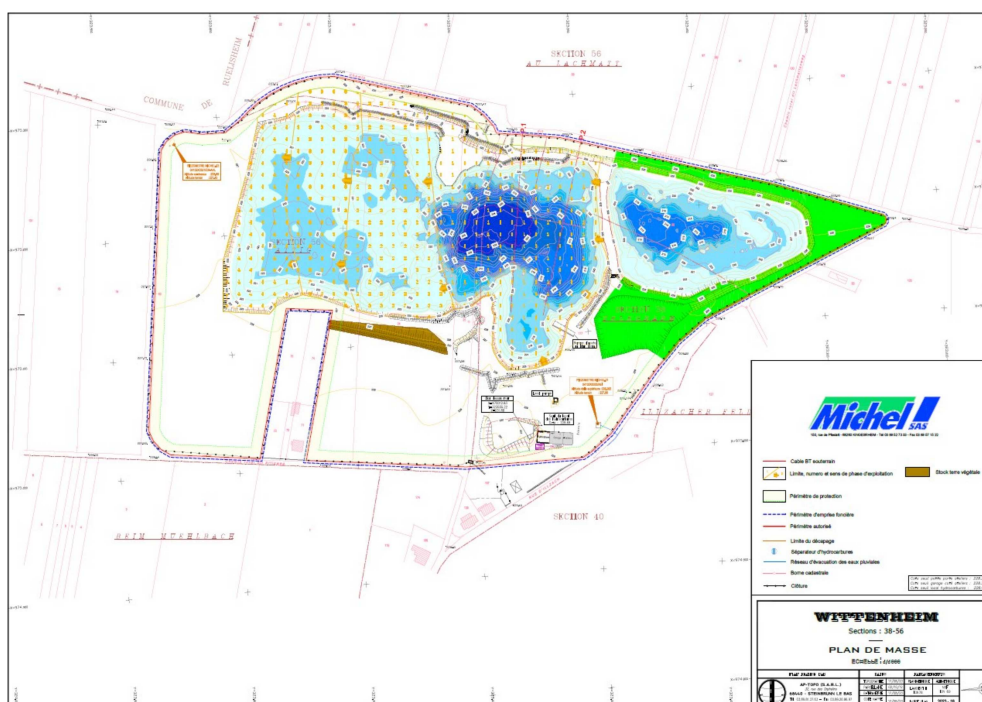




Constats :

En l'état actuel, la carrière n'est pas exploitée de manière continue. Elle est exploitée par campagnes de trois semaines une à deux fois par an. Il en ressort que l'exploitation présente un retard sur le phasage prévu.

Ci-dessous, une vue de l'exploitation en cours d'exploitation :



Exploitation du site, relevé en date du 17/08/2023

Selon le plan du 17 août 2023, l'exploitation de la carrière est toujours dans la première phase d'exploitation. Selon le phasage prévu, la phase 2 aurait déjà dû être entamée.

Observations :

Suite à l'inspection, par mail du 05 décembre 2023, l'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance portant sur les conditions d'exploiter, le phasage d'exploitation ainsi que les

garanties financières qui en découlent. Ce dossier sera instruit ultérieurement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Méthode d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2021, article 15
Thème(s) : Autre, Méthode d'extraction
Prescription contrôlée : Au plus tard le 31 décembre 2021, l'exploitant justifie au préfet de l'acquisition d'une drague flottante pour exploiter la carrière conformément à la méthode d'exploitation définie au dossier de demande d'autorisation d'exploiter et à ses compléments.
Constats : L'exploitant n'a pas acquis une drague. L'extraction se fait par campagnes à l'aide d'une dragline depuis la berge et les matériaux extraits ne sont pas traités, ce qui constitue une non-conformité à la prescription susvisée.
Observations : Par mail du 05 décembre 2023, l'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance portant sur les conditions d'exploiter. Ce dossier sera instruit ultérieurement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : Remise en état de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2008, article 1-7-6-1 modifié
Thème(s) : Autre, remise en état
Prescription contrôlée : [...] Au sud-est, une zone de hauts-fonds de transition entre le plan d'eau et la roselière : 800 m ² (80 m linéaire) achevée au 30 juin 2021.
Constats : Il a été constaté que la mise en place de la zone de haut-fond de transition entre le plan d'eau et la roselière qui devait être achevée au 30 juin 2021 n'est pas finalisée au jour de l'inspection.
Observations : Par mail du 05 décembre 2023, l'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance portant sur les conditions d'exploiter, le phasage d'exploitation et de remise en état. Ce dossier sera instruit ultérieurement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : Mares en faveur des batraciens

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2008, article 1-11-1 modifié	
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures ERC	
Prescription contrôlée : Article 9 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 02 mars 2021, modifiant l'article 1-11-1 de l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2008. [...]	
Mesures pour les batraciens	<ul style="list-style-type: none">Avant le 27 novembre 2022, l'exploitant réalise un cortège de mares et de dépressions en berge Sud du plan d'eau, en bordure Ouest de la roselière,

	<ul style="list-style-type: none"> • [...] <p>[...] Les mares sont réalisées dans le battement de la nappe et seront protégées de l'eau libre du plan d'eau (et donc des prédateurs : poissons) par des cordons ou merlons de matériaux graveleux ; la cote précise de réalisation de ces aménagements sera aménagée par l'exploitant en accompagnement avec le bureau spécialisé en écologie qu'il aura retenu à partir du suivi piézométrique instauré; toutefois sur la base des relevés piézométriques de ces dernières années dans la partie médiane du site (Puits de surveillance Amont) le toit de la nappe semble évoluer entre 225,45 et 26,46 mNGF; le fond de ces mares devrait atteindre une cote de 225/225,25 mNGF, de manière à se situer dans le battement de la nappe).</p>
[..]	
Constats : L'inspection s'est déplacée sur site, dans la zone où sont installées deux mares en partie sud-ouest du plan d'eau. Cependant le haut niveau d'eau, dû aux fortes pluies des semaines précédant la visite, n'a pas permis de les visualiser. Le fait que ces mares se trouvent submergées démontre qu'elles ne sont pas protégées de l'eau libre du plan d'eau, ce qui constitue une non-conformité.	
Type de suites proposées : Avec suites	
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription	
Proposition de délais : 4 mois	

N° 6 : Suivi écologique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2008, article 1-11-1 modifié	
Thème(s) : Autre, Mesures ERC	
Prescription contrôlée : Article 9 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 02 mars 2021, modifiant l'article 1-11-1 de l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2008.	
[...]	
Suivi écologique	<p>L'exploitant instaure un suivi écologique s'agissant des aménagements réalisés pour le développement des batraciens avec un spécialiste de son choix et selon le phasage de réalisation des aménagements ; à cet effet et après concertation avec un spécialiste dans le domaine du suivi des batraciens il propose au préfet dans un délai de 6 mois un échéancier de visites. Ce suivi est a minima à réaliser aux années de réalisation des aménagements (T) et T+1, puis tous les 3 ans : identifier des espèces, qualifier la fonctionnalité des milieux de reproduction, faire des propositions d'améliorations si cela s'avère nécessaire, pour tous les amphibiens et les lézards.</p> <p>Les visites de suivi doivent donner lieu à un rapport de suivi écologique transmis au plus tard le 31 mars de l'année [n+1] pour les constats faits pour l'année [n]:</p> <ul style="list-style-type: none"> - au préfet, - à la DREAL - inspection des installations classées (2 exemplaires).
[...]	
Constats : Tous les aménagements en faveur de la biodiversité ont été élaborés à l'automne en collaboration avec un écologue, et réalisés par une entreprise tierce. Compte tenu des retards de phasage du site, ces aménagements ont été mis en place avec un an de retard, de ce fait le suivi écologique n'a pas encore été mis en place, celui-ci est prévu pour 2024, mais pas encore contractualisé. L'exploitant évoque des problèmes pour trouver un prestataire disponible. En revanche, l'exploitant n'a pas soumis au préfet l'échéancier de visite prévu dans un délai de 6 mois après notification de l'arrêté préfectoral complémentaire du 02 mars 2021 (échéance au 02	

septembre 2021).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 7 : Ouvrage de séparation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2008, article 4-3-6-2 modifié
Thème(s) : Risques accidentels, Ouvrage de séparation
Prescription contrôlée : Entre le bassin de réception des eaux de lavage de matériaux (future roselière) et le plan d'eau de la carrière est aménagé un ouvrage de séparation dont le sommet se situe 20 à 30cm au-dessus des plus hautes eaux de nappe connues. Cet ouvrage doit être régulièrement entretenu pour faire obstacle à toute surverse depuis le bassin de réception des eaux de lavage de matériaux dans le plan d'eau. L'exploitant doit pouvoir justifier de la surveillance assurée et des opérations d'entretien réalisées (registre à tenir à disposition de l'inspection des installations classées)
Constats : Il est constaté par les inspecteurs que l'ouvrage est en bon état, et qu'il est manifestement entretenu. Son niveau par rapport aux niveaux d'eau dans le plan d'eau d'une part et dans la future roselière d'autre part est supérieur de plus de 20 cm au niveau d'eau constaté. L'exploitant déclare effectuer l'inspection visuelle de cet ouvrage lors de la ronde de vérification des clôtures réalisée tous les deux mois mais il ne tient pas de registre de suivi à jour, ce qui constitue une non-conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Zones dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Accès aux zones dangereuses
Prescription contrôlée : "[...]L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux. [...]"
Constats : Il est constaté par l'inspection que les terres agricoles en zone nord, actuellement non concernées par l'extraction, ne sont pas séparées de la pente menant à une zone dangereuse, en l'occurrence le plan d'eau, par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent, ce qui constitue une non-conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois